



Tous mobilisés le 10 décembre pour stopper le projet HERCULE !

La mobilisation importante du 26 novembre a montré une nouvelle fois la détermination historique des salariés à ne pas laisser désintégrer leur entreprise.

L'ampleur de la mobilisation a contraint le Gouvernement et le Président d'EDF à échanger avec les fédérations syndicales la semaine dernière. **Que faut-il en retenir ?**

Les dirigeants d'EDF indiquent depuis juin 2019 que le projet Hercule est une contrepartie demandée par la Commission européenne pour sécuriser les concessions hydrauliques et obtenir une réforme de l'ARéNH, or il n'en est rien !

Nous avons appris qu'Hercule n'est plus sur la table des négociations entre le Gouvernement et la Commission Européenne : c'est donc une problématique purement franco-française. En conséquence, dès lors que la Commission européenne et Matignon seront parvenus à un accord politique, la réorganisation du Groupe EDF sera laissée à la main de la présidence d'EDF.

Rien n'oblige à faire Hercule, qui ne sert à rien pour résoudre les problèmes d'EDF.

Rappelons aussi que si la question de la régulation se pose pour l'avenir d'EDF et sa capacité future à investir, c'est bien à l'origine la libéralisation du marché de l'électricité qui a conduit l'État et EDF à vouloir renégocier l'ARENH, dispositif lui-même imposé par l'État à EDF, avec des contreparties inacceptables pour les salariés et les organisations syndicales.

**Cela conforte l'appréciation de l'intersyndicale :
Hercule est une « vraie-fausse » contrepartie, purement idéologique**

Et voilà que l'on entend maintenant que le projet de loi « convention citoyenne » qui sera transmis au Conseil d'Etat le ... **10 décembre** prévoirait un recours aux ordonnances pour restructurer EDF, afin de gagner du temps sur ce dossier jugé d'une extrême complexité.

Le service public de l'électricité et son personnel méritent une autre considération de la part de l'État. Il est inacceptable que soit ainsi « ordonnancée » la fin du service public de l'électricité pour satisfaire des intérêts politiques et/ou financiers, sans débat ni avec les salariés ni avec les représentants de la Nation et donc en bafouant la démocratie !

**Le 10 décembre, TOUS en grève
avec renforcement des baisses de charge et
reprise en main de l'outil de travail.**

Sur site ou en télétravail, il vous suffit de vous déclarer en grève (a minima 1 heure) auprès de votre manager et de faire votre pointage sur PGI-GTA en code 52 au plus tard le matin du 10 décembre afin d'être comptabilisés dans les statistiques.

Signez et partagez la pétition : <http://chnng.it/tP4hHw7kqh>